Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

3 | 2021

Droits du travail et systèmes nationaux de protection sociale au prisme de la crise sanitaire. Adaptations ou changements profonds ?

Argentine

Juan Pablo Mugnolo

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdctss/2211>

DOI : 10.4000/rdctss.2211

ISSN : 2262-9815

Éditeur

Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2021

Pagination : 182-183

ISSN : 2117-4350

Référence électronique

Juan Pablo Mugnolo, « Argentine », *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale* [En ligne], 3 | 2021, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 18 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rdctss/2211> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdctss.2211>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

JUAN PABLO MUGNOLO

UNIVERSITÉ DE BUENOS-AIRES ET UNIVERSITÉ DE SAN ANDRÉS

En mars 2020 - au tout début de la pandémie de Covid 19 - le gouvernement argentin a imposé le confinement le plus strict au monde. Cette politique de l'État est à l'origine d'une période de stagnation économique. De nombreuses PME se sont ainsi effondrées ou ont fait faillite. La plupart des négociations salariales du premier semestre 2021 ont été menées dans un contexte d'inflation croissante et de dévaluation de la monnaie. Sur une année (juin 2020/juin 2021), les salaires ont perdu plus de sept points par rapport à l'inflation. Durant cette même période, l'indice total des salaires a augmenté de 43%, tandis que l'inflation a atteint 50,2%. Cette méthode de calcul est celle privilégiée par les économistes, qui y voient le meilleur moyen d'éviter l'effet saisonnier de l'augmentation des salaires par le biais des négociations collectives. Selon ce même indicateur, cela fait 40 mois que les salaires perdent du terrain face à la hausse des prix. En effet, la dernière fois que les salaires ont augmenté plus vite que l'inflation remonte au mois de février 2018.

Dans ce contexte économique, la négociation collective s'est concentrée exclusivement sur l'augmentation des salaires, le salaire minimum ayant été fixé par le gouvernement à 280 U\$. S'agissant de l'action collective, elle a été menée essentiellement par des organisations composées de citoyens bénéficiant des programmes sociaux de l'État. Les revenus de ces programmes ont diminué avec l'inflation et les organisations sociales se sont mobilisées à diverses reprises pour obtenir leur revalorisation. Il s'agit là d'un fait inédit : l'action collective traditionnellement aux mains des syndicats est passée à celles des organisations sociales, en conséquence de la diminution du nombre de travailleurs déclarés et de l'augmentation des emplois non déclarés. Ce mouvement a été rejoint par les « travailleurs de l'économie populaire » autoproclamés, dont l'activité peut être considérée comme faisant partie du secteur peu lucratif et informel de la « *gig economy* ».

I - COVID 19 ET RÉGLEMENTATION EXCEPTIONNELLE DU TRAVAIL : DANS LA CONTINUITÉ

Le gouvernement a prolongé l'interdiction des licenciements et des suspensions d'emplois. Ceci a été confirmé par le décret n°413/2021 qui dispose que la mesure prise en 2019 est prolongée jusqu'au 31 décembre 2021 pour atténuer la progression du chômage en Argentine. Ce dernier a atteint 10,2% au premier trimestre 2021, le niveau le plus bas durant la pandémie, et concerne à ce jour 1,3 million de travailleurs. Le gouvernement a également aidé les entreprises par le versement d'une somme calculée sur la base des salaires dus par les employeurs ayant adhéré au Programme¹.

II - LES AVANTAGES FISCAUX

Afin d'atténuer l'impact de la crise économique sur les travailleurs indépendants à faible revenu, la Banque nationale a mis en place un prêt, équivalent à trois fois la rémunération mensuelle de la catégorie de revenu concernée, et d'une valeur maximale de 150 000 \$. Le

1 Résolution n°198/2021 du ministère du Travail et de la Sécurité sociale - Établissement de trois montants différents : - Secteurs non critiques touchés : 9 000 \$; - Secteurs critiques: 12 000 \$; - Secteur de la santé: 18 000 \$.

remboursement du crédit s'effectue en 12 versements, avec un possible délai de grâce de 6 mois². Le délai de paiement des cotisations patronales a été prolongé. Leur montant a connu une baisse allant jusqu'à 95% pour les employeurs du secteur privé embauchant des femmes, des transsexuels ou des personnes handicapées, ou qui participent - ou ont participé - à des programmes d'éducation, de formation professionnelle ou d'intermédiation du travail. En cas d'embauche de travailleurs masculins, la réduction des cotisations va jusqu'à 90%³.

III - SÉCURITÉ SOCIALE: LES PERTES LIÉES À LA RETRAITE ET AUTRES PENSIONS

Au cours des dix-huit derniers mois, l'inflation a été d'environ 70%. Selon les données officielles publiées par l'INDEC⁴, entre janvier 2020 et mai 2021, l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse de 65,3%. Au cours de cette période, les retraites et autres pensions du système national ont cumulé des augmentations nominales comprises entre 63,9% (dans le cas du montant minimum) et 50,6% (dans le cas de la retraite maximale accordée par l'Anses). Au regard de ces chiffres, le revenu le plus faible correspond aujourd'hui à un pouvoir d'achat inférieur d'environ 3,6% à celui du début de l'année 2020, tandis que le revenu le plus élevé a perdu environ 11,5% de sa valeur.

Dans ce contexte, le gouvernement a octroyé des aides compensatoires aux personnes percevant les retraites et pensions les plus faibles : l'une en janvier 2020 d'un montant maximal de 5 000 \$; l'autre en avril 2020, d'un montant maximal de 3 000 \$. Ces aides ont été octroyées aux personnes ayant perçu le montant minimal ou un peu plus. Le lancement de la nouvelle formule de mobilité des retraites pour calculer l'actualisation des prestations de retraite - jugées insuffisante pour préserver les revenus de la hausse de l'inflation - a conduit le gouvernement à octroyer deux primes extraordinaires pouvant aller jusqu'à 1 500 \$ chacune, versées en avril et mai.

IV- LES TRAVAILLEURS UBER DEVANT LE JUGE

Enfin, au niveau judiciaire, il est important de signaler une décision du tribunal de première instance du 31 août 2021 concernant les travailleurs Uber. Fait inédit en Argentine, les tribunaux ont considéré qu'il existait une relation de travail entre un chauffeur et la plateforme Cabify⁵, et ont ordonné le versement d'une indemnité de licenciement. C'est la toute première fois que les travailleurs des plateformes numériques ne sont pas considérés comme indépendants⁶. L'argumentation juridique reposait sur l'idée selon laquelle la loi relative aux contrats de travail présume qu'il existe une relation de travail subordonnée par le seul fait de rendre des services pour le compte d'autrui, ceci sauf preuve contraire. En l'espèce, cet arrêt a constaté qu'il existait un rapport de subordination avec la plateforme, au-delà de la forme, de la dénomination et de l'apparence juridiques de la relation qu'entretenaient les parties contractantes, conformément à la législation sur le contrat de travail.

2 Décret n°512/2021, BO 13/08/21.

3 Décret n°493/2021, BO 6/08/2021.

4 Instituto Nacional de Estadística y Censos de la República Argentina [Institut national de la statistique et du recensement de l'Argentine].

5 Société de covoiturage proposant des véhicules à la location via une application mobile.

6 Cour nationale du travail n°21, aff. n°43998/18, *Bolzan Jose Luis c. Minieri Saint Beat Guillermo Mariano et autres/ Licenciement*, Jugement final n°39351, Buenos Aires, 31 août 2021 ; Tribunal national de première instance n°77, aff. n°34.176, *Scornavache Victor Nicolas c. Minieri Saint Beat Guillermo Mariano et autres / Licenciement*, arrêt définitif n°7248.